



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 2005

Groupement enseignement général

CBA
Vincent ALEXANDRE
B5

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 2 / En vue de préparer une visite de votre chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine.

Les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Russie ou le Japon ont modifié les perceptions géopolitiques qui prévalaient avant le 11 septembre 2001. Ils cherchent à ajuster en conséquence leurs politiques respectives, à la fois dans leur région d'influence et par rapport à leurs partenaires, par exemple au sein de l'ONU ou du G8. Mais pour toutes ces puissances, il est une donnée désormais incontournable : l'accroissement de la puissance chinoise.

La croissance exceptionnelle de la Chine a engendré une nouvelle superpuissance, dont le poids ne manque pas d'affecter les intérêts politiques des pays les plus riches de la planète, même si ce pays connaît des fractures internes qu'il doit gérer.

Pour mieux cerner la réalité de cette puissance, il convient de s'attacher à étudier la géopolitique intérieure du système chinois, pour ensuite souligner les aspects extérieurs qui assurent à la Chine son rôle actuel d'acteur international majeur.

1. Fondements, réalités et limites de la puissance chinoise

La puissance chinoise repose d'abord sur des caractères originaux et intangibles : la langue, originale, qui a façonné la « civilisation du signe » ; l'humanisme chinois, basé sur la « dialectique des contradictoires » (le yin et le yang) et le confucianisme, qui recherche l'harmonie, jusqu'à la passivité ; une société très longtemps paysanne, dont les masses ont conservé justement cette mentalité passive. Sur ces caractéristiques s'est greffé le communisme chinois, doctrine forgée par Mao, adaptée aux masses paysannes, à la fois extrêmement autoritaire et dirigiste tout en étant capable d'une grande souplesse

d'adaptation : les dirigeants du PCC (parti communiste chinois) l'ont amplement prouvé, surtout depuis Deng Xiaoping à partir de 1978.

La modernisation économique, entamée depuis les années 1980, a justifié la privatisation des terres, l'abandon du modèle socialiste d'industries lourdes et le choix d'une « économie socialiste de marché », prônant la déconcentration et l'autonomie des entreprises. Les produits manufacturés d'exportation ont été constamment privilégiés. Les consécutions de cette modernisation ont été l'intégration de Hong-Kong en 1997 et surtout l'adhésion de la Chine à l'OMC (organisation mondiale du commerce). Les Chinois ont utilisé cette adhésion à la fois pour accroître leur intégration au système économique mondial (dont ils savaient pouvoir tirer parti) et pour faire accepter à la population les conséquences de l'économie de transition (accroissement du chômage, paupérisation des campagnes, exode urbain massif...).

Aujourd'hui, la puissance économique chinoise est incontestable. Ce pays fait habilement cohabiter la déréglementation interne de son marché national (qui favorise les investissements étrangers) et le verrouillage de ce marché face à l'extérieur (par des exigences de qualité, la complication des procédures...). En termes quantitatifs, tous les indices économiques concordent pour désigner la Chine comme le plus grand marché potentiel mondial à un horizon relativement proche. D'ores et déjà, elle est devenue le troisième marché mondial pour l'automobile, même si seulement 2% de Chinois possèdent une voiture particulière. La téléphonie mobile n'est pas en reste : en 2004, on comptait 300 millions d'abonnés, avec une augmentation de six millions de nouveaux souscripteurs par mois. Malgré la résistance du petit commerce, les hypermarchés représentent dans les 10 plus grandes villes de Chine environ 40 % du chiffre d'affaires. Depuis décembre 2004, la tendance s'accélère, avec l'assouplissement des règles d'ouverture du territoire chinois aux investisseurs étrangers. Parallèlement, il faut souligner une forte tendance à la croissance du revenu individuel moyen : indéniablement, les Chinois s'enrichissent. Ce niveau de vie en progression constante prend qualitativement une orientation qui le rapproche des standards de l'Occident : on constate par exemple une consommation en hausse des produits laitiers, des cosmétiques et des produits de luxe en général.

Ce tableau idyllique comporte quelques ombres. Tout d'abord, la population, indéniable facteur de puissance, est à certains égards un frein au développement. Elle engendre un problème de pression sur les ressources : l'autosuffisance alimentaire est juste acquise, et la Chine importe des céréales ; les approvisionnements énergétiques et miniers sont trop limités. Par ailleurs, l'alphabétisation médiocre et le manque de personnels qualifiés expliquent une productivité très basse. La répartition spatiale déséquilibrée de cette population (90 % à l'Est), renforcée par l'exode rural, accroît les inégalités, avec une urbanisation aujourd'hui excessive (problèmes de logements, accroissement des ruraux clandestins, inflation...). Pour lutter contre ces déséquilibres régionaux, le président Jiang Zemin a déclenché le « Go West » : encouragement des transferts de population Han de l'Est vers le Xin Jiang, politique de grands travaux (gazoduc Kazakhstan-Shanghaï), création de zones franches... Une dernière limite interne à la puissance chinoise pourrait être l'immobilisme de son système politique, dont le caractère autoritaire est d'autant plus critiqué que le pays s'ouvre aux influences étrangères¹. Actuellement, le PCC cherche sans doute à pérenniser son pouvoir, en s'appuyant davantage sur la classe moyenne émergente (qui lui est reconnaissante de la croissance économique) que sur ses piliers traditionnels, fonctionnaires et ouvriers d'état. En outre, les conditions de la succession de Jiang Zemin par Hu Jintao, en 2002, ont démontré que ce système politique, s'il semble opaque aux Occidentaux, est capable de gérer une transition sans heurts.

2. Un acteur international majeur et désormais incontournable

Avant le 11 septembre 2001, la Chine était apparue simplement soucieuse d'affirmer son leadership régional et de jouer un rôle actif dans toutes les relations bilatérales, afin d'influencer des organisations régionales comme l'ASEAN (Association des Nations

¹ Le nombre des utilisateurs d'Internet a dépassé en 2004 le chiffre des adhérents au PCC. Malgré des mesures strictes de contrôle, le cyberspace peut, à terme, s'avérer une menace pour l'hégémonie du Parti et devenir un élément interne de la déstabilisation du régime.

d'Asie du Sud Est). Mais après le 11 septembre, **la vision géopolitique de la Chine** a évolué. Pékin, qui fut jadis le soutien actif de nombre de révolutions, réalisa que pour éviter à la muraille de Chine ce qui était arrivé au mur de Berlin, il ne pouvait plus se contenter d'une politique régionale. Il fallait mieux prendre en compte à la fois de nouvelles menaces et l'influence des grandes puissances occidentales et du Japon, dans un monde toujours plus mondialisé.

Pour ce faire, la Chine dispose de **moyens de puissance indéniables**. Son poids économique est accru par un premier levier : sa capacité d'investissement dans la région. Elle est le premier fournisseur d'aide économique et militaire vers la Birmanie, le Laos et le Cambodge. Un autre moyen de puissance chinois est sa diaspora : celle-ci, forte de plus de 50 millions de personnes (qui ont pour la plupart connu une réussite économique locale), constitue une capacité d'investissement énorme. Les Chinois de la diaspora représentaient en 2003 plus de 75 % des investissements étrangers en Chine. Enfin, un levier de puissance plus classique est l'effort de défense constant des Chinois, justifié par la « menace » taïwanaise. Même si la part du budget chinois consacrée à la défense est difficile à cerner, même si les 2,3 millions de militaires chinois semblent parfois sous-équipés, l'effort de modernisation est indéniable, à travers notamment une diversification des fournisseurs en armement de la Chine.

En 2001, **la Chine a revu ses objectifs de puissance** : elle a tout à coup perçu que la menace islamiste ne concernait pas seulement l'Occident et la Russie, mais que le défi était proche. Pékin porte donc une attention particulière à la région du Xinjiang, où les Ouïgours musulmans sont considérés comme un foyer séparatiste qu'il faut combattre, à défaut de pouvoir les assimiler à l'ethnie majoritaire des Han non musulmans. Cette nouvelle menace explique également l'importance accrue accordée à l'Asie du Sud Est. Désormais, la Chine porte sur cette région un autre regard, qui efface la distinction entre pays sinisés et pays indianisés, pour n'y voir qu'une zone d'influence peu à peu exclusive. Cette perception prend justement ses racines dans la crainte qui a saisi les mondes "sinisé et indianisé", devant la montée de la violence et de la menace d'un monde musulman avec lequel la Chine n'a jamais réussi à établir des relations sereines : Indonésie, Malaisie, ... Cette nouvelle vision régionale a trois conséquences : une alliance de fait et ponctuelle avec l'Inde (qui perçoit les mêmes menaces), une lutte d'influence avec le Japon², et un évincement politique discret mais réel des Etats-Unis, de l'Europe et de la Russie, en tolérant cependant de leur part une présence économique non prépondérante. Du reste, le choix de combattre l'Islam, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne peut que conforter l'alliance objective avec les Américains, les Russes et accessoirement les Européens. Pékin exige des Occidentaux une contrepartie, qui concerne Taiwan : au moins le statu quo (c'est-à-dire l'absence d'un soutien trop marqué au régime de Taïpeh), au mieux l'acceptation à terme de la réintégration dans la « grande Chine ».

Ainsi, le succès indéniable de l'économie chinoise permet à ce pays d'affirmer sa puissance. Sur le plan intérieur, le président Hu Jintao parvient apparemment, aujourd'hui, à concilier le laisser-faire d'une économie de marché en expansion rapide et une centralisation politique rigide entre les mains du PCC. Sur le plan extérieur, encouragée par des perspectives de croissance sans précédent dans son histoire et par l'acquisition progressive et significative de tous les attributs potentiels de l'hyper puissance, la Chine s'est résolument tournée vers une nouvelle relation d'égal à égal avec les autres grandes puissances que sont les Etats-Unis, la Russie et l'Union européenne. Ces dernières paraissent condamnées à accepter cette influence croissante de Pékin : l'optique choisie par les dirigeants américains pour gérer le problème Nord-Coréen est à cet égard très révélatrice...

² Le Japon, qui considérait jusqu'ici dans ses analyses stratégiques que la menace essentielle venait pour lui de la Corée du Nord, place désormais la Chine en tête de ses priorités stratégiques.